

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 28 juin 2017

GÉHIN Léo, *La crise diplomatique au Conseil de coopération du Golfe : la brutalité d'une rupture soudaine*, Éclairage du GRIP, 28 juin 2017.

www.grip.org/fr/node/2365



La crise diplomatique au Conseil de coopération du Golfe : la brutalité d'une rupture soudaine

Par **Léo Géhin**

28 juin 2017

Le 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis (EAU), le Yémen, les Maldives et le gouvernement libyen siégeant à Tobrouk rompent brusquement leurs relations diplomatiques avec le Qatar, provoquant une crise politique avant tout centrée sur la région du Golfe, marquée ces dernières années par la rivalité entre Doha et Riyad¹. Cette rupture est rapidement justifiée par les officiels saoudiens, émiratis ou bahreïnis qui affirment que le Qatar soutient des groupes terroristes tout en maintenant une attitude jugée trop favorable à l'Iran. Un véritable blocus diplomatique et matériel est organisé autour du Qatar, faisant écho, de manière beaucoup plus intense, au rappel des ambassadeurs décidé par plusieurs voisins du Qatar en mars 2014. Dans quel contexte des relations entre pays du Golfe survient cette rupture et quel message semble-t-elle porter ?

La rupture soudaine d'une phase de rapprochement diplomatique

Bien que d'autres pays soient impliqués dans cette crise diplomatique, le bloc des États du Golfe mené par l'Arabie saoudite semble occuper une place prépondérante, étant donné leur tentative déjà similaire en 2014 de rallier Doha aux intérêts saoudiens et émiratis. L'Égypte s'y joint par opposition aux Frères musulmans, que Doha soutient historiquement, et le gouvernement libyen de Tobrouk également. Le gouvernement yéménite d'Hadi, soutenu militairement par la coalition saoudienne, complète le tableau. Les griefs sont peu ou prou similaires à 2014. D'abord, le soutien du Qatar à des groupes et individus « terroristes ». Ensuite, une politique étrangère trop bienveillante envers l'Iran, assertion non étayée, si ce n'est par un hypothétique soutien qatari à des mouvements subversifs proches de l'Iran dans la province orientale saoudienne². Plus généralement, la violation de l'Accord de Riyad de janvier 2014, qui implique que les États signataires s'abstiennent de tout soutien aux individus, partis et organisations cherchant à déstabiliser l'un ou l'autre membre³. Or, le contexte de juin 2017 paraît sensiblement différent de celui de mars 2014, en cela que la politique étrangère qatarie a donné plusieurs signes de convergence avec celle du bloc saoudien en deux ans et demi.

Concernant les Frères musulmans, que l'Arabie saoudite, les EAU, le Bahreïn et l'Égypte ont placés sur leur liste nationale des organisations terroristes, le Qatar avait procédé fin décembre 2014 à l'expulsion de plusieurs personnalités de l'organisation réfugiés sur son territoire. Puis, Doha signait un communiqué commun du CCG déclarant son soutien total au gouvernement du président Sissi⁴.

Concernant l'Iran et ses actions jugées déstabilisatrices dans la région, les forces armées qataries rejoignaient l'intervention militaire au Yémen en mars 2015, puis Doha rappelait en janvier 2017 son ambassadeur à Téhéran pour protester contre l'attaque de l'ambassade saoudienne, ce que d'autres membres du CCG ne firent pas. Enfin, eu égard à la Syrie, l'année 2014 avait vu l'influence déjà limitée des Frères musulmans syriens décroître encore sur le terrain, en raison de l'incapacité d'intégrer les principales coalitions militaires rebelles⁵. Dans un entretien accordé par l'émir Tamim à *Arab News*, en mai 2017, le ministre des Affaires étrangères qatari adoptait, même si seulement en façade, un discours tranché « *Nous ne soutenons pas, ne soutiendrons pas, et n'avons pas soutenu les Frères musulmans* »⁶. La rupture de juin 2017 prend donc un caractère d'autant plus brutal que le Qatar, à défaut d'avoir renoncé aux intérêts de sa propre politique étrangère, semblait toutefois avoir multiplié les signes de bonne volonté.

L'exécution d'une manœuvre spectaculaire

Outre la rupture diplomatique, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Bahreïn et les EAU ont fermé leurs voies et lignes de communication aérienne, maritime et terrestre avec le Qatar, interdit à leurs nationaux de se rendre au Qatar et notifié les ressortissants qataris résidant sur leurs territoires respectifs de les quitter endéans 14 jours⁷. Selon le quotidien émirati *The National*, la fermeture de la frontière terrestre du Qatar avec l'Arabie saoudite produirait déjà des effets néfastes sur le ravitaillement de l'émirat, par lequel transiterait 90 % de ses importations⁸. Il est vrai que le Qatar risque certaines pénuries alimentaires, ne pouvant compter sur le port de fret au sud de Doha pour compenser les importations et, à terme, un manque de matériaux de construction pouvant entraver les chantiers de l'émirat.

Toutefois, les conséquences de cette coupure des voies de communication doivent être nuancées. En effet, le 5 juin puis la semaine suivante, l'Iran annonce qu'elle permet au Qatar d'utiliser trois de ses ports pour importer les denrées nécessaires, et le sultan Qaboos d'Oman approuve l'ouverture de deux routes commerciales maritimes entre port Hamad à Doha et Salalah dans le sultanat⁹. Mais surtout, les autorités portuaires émiraties assouplissent dès le 7 juin les restrictions maritimes : les navires en provenance ou à destination du Qatar qui n'appartiennent ni ne battent pavillon qatari sont acceptés dans les ports¹⁰.

Ces démarches extérieures d'assistance au Qatar, notamment d'Oman, ont certainement été envisagées par les pays ayant rompu avec le Qatar, de sorte que ce sont les effets symboliques d'une telle rupture qui apparaissent au premier plan : le « blocus » alimentaire intervient en période de ramadan, tandis que l'interdiction des espaces aériens saoudien, bahreïni et émirati à *Qatar Airways* complique le voyage des pèlerins qataris vers La Mecque¹¹. Toutefois, l'assouplissement des restrictions portuaires par les EAU constitue un signe que le degré de nuisance souhaité n'est pour le moment ni maximal, ni irréversible. D'ailleurs, la rupture des relations diplomatiques ne signifie pas forcément la rupture des relations en général : un État tiers peut toujours représenter les pays ayant rompu leurs relations entre eux et, dans le cas présent, le Koweït semble avoir endossé ce rôle, comme l'a reconnu le ministre des Affaires étrangères qatari le 19 juin¹². Quoiqu'il en soit, cette rupture intervient soudainement au vu du rapprochement progressif entre la politique étrangère qatarie et celle de l'Arabie saoudite ces trois dernières années.

Le cœur de l'offensive : le soutien aux groupes terroristes

En tant qu'observateur extérieur, comment peut-on évaluer les griefs portés au Qatar ? En fait, un événement récent advenu en avril 2017 semble cristalliser les griefs évoqués¹³. Doha aurait ainsi versé une rançon totale estimée à 1 milliard de dollars à plusieurs groupes rebelles syriens, dont l'un affilié à Al-Qaïda en Syrie (Hayyat Tahrir al-Sham), ainsi qu'à des milices chiites irakiennes et même à l'Iran, en l'échange de la libération de 26 ressortissants qataris et de plusieurs combattants syriens soutenus par le Qatar.

L'émirat aurait utilisé le cadre de l'accord d'évacuation de quatre villes assiégées en Syrie, deux par des groupes islamistes liés à Al-Qaïda et deux par le Hezbollah, pour procéder au versement de la rançon. En effet, l'Iran était l'interlocuteur privilégié du Qatar dans l'élaboration de l'accord.

La thématique du soutien aux groupes terroristes, notamment Al-Qaïda, semble la plus développée par les pays ayant rompu leurs relations diplomatiques. En effet, le 8 juin, l'Égypte, l'Arabie saoudite, les EAU et le Bahreïn publiaient un communiqué dans lequel étaient listés 39 individus et 12 entités affiliés à des groupes « terroristes » et auxquels le Qatar apporterait un soutien direct ou indirect¹⁴. Le 23 juin, la coupure des liens avec toute organisation terroriste et la remise d'individus terroristes aux États qui les recherchent figurent encore parmi les treize demandes très dures formulées par le bloc saoudien au Qatar¹⁵.

Parmi ces entités, on retrouve un nombre conséquent de celles inscrites sur les listes terroristes des Nations unies, de l'UE ou des États-Unis¹⁶. En matière de lutte contre le financement d'organisations terroristes, le Qatar est effectivement largement critiqué, y compris par le Département d'État. Celui-ci note par exemple que le Qatar a mené jusqu'à présent des procès contre cinq individus accusés de financer le terrorisme, dont trois seulement ont été condamnés (un en 2008, deux en 2016). L'un des condamnés de 2016, Ibrahim al-Bakr, l'a été *in absentia*, alors même qu'il avait été condamné une première fois puis relâché en 2014 sur « promesse » de ne plus financer le terrorisme. Khalifa al-Subaiy, condamné en 2008, a lui purgé sa peine de six mois de prison et aurait repris ses activités de financement, selon le comité des Nations unies sur les sanctions contre Al-Qaïda. Par conséquent, les critiques portées contre le Qatar en matière de financement du terrorisme sont au moins partiellement partagées par d'autres acteurs.

Cette liste fait également, en les reprenant partiellement, écho à deux éléments de discordance plus anciens : l'accueil sur le territoire qatari de plusieurs personnalités des Frères musulmans en exil, comme le prédicateur d'origine égyptienne Yusuf Al-Qaradawi, et le contrôle via son financement de la chaîne *Al Jazeera*, réputée pour donner la parole aux opposants des monarchies du Golfe. La fermeture par Riyad de l'antenne locale d'*Al Jazeera* dès l'annonce de la rupture des relations diplomatiques témoigne de l'importance de ce dernier point, puisque la chaîne qatarie est considérée comme un instrument de promotion des mouvements terroristes¹⁷.

Concernant la proximité volontaire et délibérée avec l'Iran, les accusations du bloc saoudien restent non argumentées, et peu convaincantes. L'épisode de la rançon peut difficilement être considéré, au vu des informations disponibles, comme la preuve d'une politique étrangère délibérément favorable à l'Iran. Il est vrai que Doha et Téhéran ont tous deux soutenu le Hamas palestinien, proche des Frères musulmans, mais sous la forme d'une lutte d'influence et non d'une alliance objective : en 2012, le bureau politique du Hamas s'installe d'ailleurs à Doha avant de déclarer son soutien à la révolution syrienne¹⁸. Surtout, le Qatar continue de fournir, ou de laisser des individus fournir, des fonds importants à plusieurs groupes rebelles syriens combattant le régime d'Assad, le Hezbollah et les forces iraniennes, dont l'un des principaux et plus puissants, Ahrar al-Sham¹⁹. De surcroît, en janvier 2017, Doha avait rappelé son ambassadeur à Téhéran pour protester contre l'attaque de l'ambassade saoudienne en Iran, sans l'y renvoyer depuis. En comparaison, l'Oman n'a pas entrepris de démarche similaire et ses décisions – parfois sous la forme d'un véritable blocage des initiatives saoudiennes – au CCG, démontrent un pragmatisme plus bénéfique à l'Iran que celui du Qatar. L'hypothèse selon laquelle le Qatar serait plus proche que les autres membres du CCG de l'Iran sous prétexte de la co-exploitation d'un gisement gazier offshore, revenant à avancer un argument économique, ne suffit pas non plus : l'Oman a passé des accords commerciaux majeurs avec l'Iran pour la couverture de ses besoins domestiques en gaz, et, bien que le chiffre date de 2009, l'Iran absorbait plus de 50 % du commerce extérieur des Émirats arabes unis²⁰.

Par conséquent, le soutien aux groupes terroristes se détache des autres revendications du bloc des États ayant rompu leurs relations avec le Qatar, en cela qu'elle demeure pour l'instant la plus étayée, mais aussi celle sur laquelle le Qatar a le plus de possibilités d'agir concrètement. Ces revendications posées, les instruments de coercition activés, il reste à examiner les possibles objectifs politiques plus larges recherchés par ce bloc d'États, menés par l'Arabie saoudite, ainsi que les formats de résolution possibles de la crise.

* * *

L'auteur

Léo Géhin est chargé de recherche au GRIP.

1. TAMKIN Emily, GRAMER Robbie, « Whid did Several Arab Countries Suddenly Cut Ties with Qatar ? », *Foreign Policy*, 5 juin 2017.
2. Notons qu'Adel al-Jubeir, le ministre des Affaires étrangères saoudien, a également demandé le 6 juin que le Qatar cesse son soutien au Hamas, qui nuit selon lui à l'Égypte et à l'Autorité palestinienne. Néanmoins, ni l'Arabie saoudite, ni les EAU, ni l'Égypte, ni le Bahreïn n'ont placé le Hamas sur leur liste nationale des organisations terroristes. « [Saudi Arabia : Qatar must stop supporting Hamas, Muslim Brotherhood](#) », *Times of Israel*, 6 juin 2017.
3. Les justifications saoudienne et émiratie sont notamment rapportées dans KHAN Taimur, *op. cit* ; SERGIE Mohammed, *op. cit*.
4. Nous permettons de renvoyer à notre étude de 2016, GÉHIN Léo, [Le Conseil de Coopération du Golfe : Une politique de puissance en trompe-l'œil](#), Rapports du GRIP, décembre 2016, p. 18-20.
5. LEFÈVRE Raphaël, « Islamism within a civil war: The Syrian Muslim Brotherhood's struggle for survival », *Brookings Institution*, août 2015, p. 7-9.
6. AL-SULAMI Mohammed, « ['We don't, won't and didn't support the Muslim Brotherhood'](#) », [Qatar FM tells Arab news](#) », *Arab News*, 17 mai 2017.
7. KHAN Taimur, « [UAE and Saudi Arabia cuts ties with Qatar and shut air, land and sea access](#) », *The National*, 5 juin 2017.
8. *Idem*.
9. Tactical Report, « Oman: Sultan Qaboos and Qatar Crisis », 20 juin 2017.
10. « [Abu Dhabi port eases restrictions on oil tankers going to and from Qatar](#) », *The Daily Star*, 7 juin 2017.
11. BARTHE Benjamin, « [Ruée dans les supermarchés au Qatar après sa mise au ban par ses voisins](#) », *Le Monde*, 6 juin 2017.
12. SERGIE Mohammed, « [Qatar won't Negotiate Under Saudi-Led Sanctions, Minister says](#) », *Bloomberg*, 19 juin 2017.
13. Sur cet épisode, voir « [The \\$1bn hostage deal that enraged Qatar's Gulf rivals](#) », *The Financial Times*, 6 juin 2017.
14. « [43 new designations specifically address threats posed by Qatar linked and based Al Qaida Terrorism Support Networks](#) », *The Emirates News Agency*, 9 juin 2017.
15. WINTOUR Patrick, « [Qatar given 10 days to meet 13 sweeping demands by Saudi Arabia](#) », *The Guardian*, 23 juin 2017.
16. Pour le paragraphe suivant, nous reprenons LEVITT Matthew et BAUER Katherine, « [Qatar doesn't Need a Blockade, It Needs an Audit](#) », *Washington Institute for Near East Policy*, 15 juin 2017.
17. KHAN Taimur, *ibid*.
18. ELDAR Shlomi, « [New 'rules of the game' for Israeli-Hamas standoff](#) », *Al Monitor*, 6 juin 2017.
19. MARDASOV Anton, « [Why was deal to evacuate Syrian towns brokered by Qatar and Iran ?](#) », *Al Monitor*, 7 avril 2017.
20. SABOORI Mehdi, « [Les Emirats arabes unis et les Iraniens](#) », in *Hérodote : Le Golfe et ses émirats*, n° 133, 2009.